



La lettre d'info de la CNT

La lettre de la CNT du *Monde*, n° 12, septembre 2018

Petites et grandes manœuvres

Parmi les mesures d'économie annoncées par la direction lors du point d'information qui a suivi la réunion du conseil de surveillance, le 4 juillet dans l'auditorium, le « *contrôle accru du recours aux CDD* » et l'« *examen renforcé du remplacement de tout départ* » figurent en bonne place. Deux mois plus tard, lors d'un échange avec les délégués syndicaux, la direction a déclaré être en train d'« *affiner sa réflexion sur le circuit copie au Monde* » et dit son intention d'« *ouvrir un chantier sur le sujet* ». Elle a confirmé dans le même échange la suppression d'un poste sur six à l'édition de l'éco, imposée malgré les protestations des éditeurs et éditrices (v. « *Nouvelles de l'édition* »).

Supprimer des postes pour faire des économies ? Que voilà une grande idée ! Mais un poste en moins, ça ne supprime pas les tâches qui y étaient effectuées. Le non-remplacement de certains départs, annoncé en juillet, aurait pour conséquences, comme aujourd'hui à l'édition, un surcroît de charges pour les salariés restants. Baisse d'effectif, « flexibilité », polyvalence... Voilà des économies que nous allons sentir passer si nous laissons la direction faire à sa guise.

La période qui s'ouvre, avec le déménagement et le regroupement des rédactions, sera propice à des mouvements, remaniements et manœuvres en tout genre. On peut à bon droit s'interroger sur ce qui se prépare à propos du circuit copie, autre chantier à venir, au vu du projet actuel d'aménagement des locaux d'Austerlitz, qui instaure la flexibilité des salarié-es sur le lieu de travail. Quand la direction « *affine sa réflexion* », méfions-nous.

Titulaires ou précaires, nous voilà tous concerné-es. Si nous ne voulons pas assister passivement à une prochaine dégradation de nos conditions de vie au travail, nous avons tout intérêt à nous montrer vigilants les semaines et mois qui viennent.

Comme toujours, il est essentiel de faire circuler les informations, entre collègues et services mais aussi auprès des élus et délégués syndicaux, qui ne peuvent être au courant de tout. N'hésitez pas à les informer des dérives ou anomalies que vous pourriez constater : surcroît de travail chronique ou aggravé, non-remplacements d'absences, flexibilité des horaires, et ce qui va avec : stress et tensions, ambiances délétères, etc.

Ce n'est pas à nous, les salarié-es de la SEM ou du groupe, de payer le prix de notre santé pour assurer à nos patrons milliardaires le soft power que procure la possession d'un groupe de presse et de son quotidien prestigieux.

Face à la direction, que l'on sait pugnace, soyons nous aussi déterminé-es : solidaires quels que soient nos niveaux dans la hiérarchie, nos métiers et nos statuts, uni-es avec nos camarades des autres titres du groupe, *Télérama*, *Courrier*, le *Diplo* et *La Vie*, avec aussi celles et ceux de *L'Obs*, pour compléter ce « regroupement des rédactions » et de leurs salarié-es uni-es.

Pour que notre avis soit pris en compte, il faut l'exprimer avec force. Notre force, c'est les journaux que nous fabriquons tous les jours, et le droit de grève. Mieux nous saurons faire cause commune, plus la direction sera amenée à « *affiner sa réflexion* » et ses calculs, à bien peser le coût, en termes de désordres sociaux, des économies qu'elle chercherait à réaliser au détriment des salarié-es.



Nouvelles de l'édition

Un poste d'éditeur, sur les six que comptait l'édition du service éco, a été récemment supprimé malgré les protestations des éditrices et éditeurs concerné-es et de leurs collègues. La suppression de ce poste, qui était assuré depuis six ans par un roulement ininterrompu de CDD (ce qui est illégal), est une démonstration d'un certain usage que l'on peut faire des contrats précaires bien connu des « ressources humaines » : réduire les effectifs en s'évitant les inconvénients d'un licenciement.

De manière plus discrète, c'est toute l'édition qui est l'objet de discussions plus ou moins informelles ces derniers mois : « mission de réflexion » par ici, poste supprimé par là, poste déplacé de tel à tel service, ballons d'essai pour voir si des éditeurs seraient prêts à se charger de la mise en page à la place de la DA... Autant de changements advenus ou hypothétiques auxquels les salariés ne sont pas associés, si ce n'est au dernier moment pour se trouver devant le fait accompli. Les conséquences peuvent être nombreuses : sous-effectif et surcharge de travail, responsabilités accrues sans compensation, désorganisation, stress.

L'absence de concertation et de communication à tous les niveaux est source de déstabilisation, tant pour les personnes que pour le travail collectif, et peut avoir des effets délétères. Nous espérons que l'alerte que nous avons adressée à la direction avec les autres syndicats sera bien prise au sérieux. Les éditeurs ne sont pas des pions que l'on peut déplacer ou remercier du jour au lendemain et n'ont pas vocation à servir de variable d'ajustement.

Pigistes au « Monde »... et à RFI

Plusieurs dossiers concernant les pigistes attendent le nouveau secrétaire général du groupe, dont l'arrivée est prévue fin septembre. Le dernier en date est celui des pigistes travaillant à l'étranger. La SEM les a informés qu'ils seront dorénavant considérés comme « résidant à l'étranger », et qu'elle ne cotisera plus pour eux à la Sécurité sociale – à charge pour eux de s'affilier à la Caisse des Français de l'étranger à titre individuel ou de trouver des assurances privées. Cet arrêt brutal des cotisations est inacceptable. Tout pigiste employé par *Le Monde* doit être salarié et l'employeur doit s'acquitter des cotisations qui vont avec, comme le prévoit la Charte des pigistes, accord d'entreprise ! Nous comptons bien faire revenir la direction sur cette décision très grave. Les correspondants de RFI, confrontés à la même politique, étaient en grève le 17 septembre. Une [tribune du collectif Radio Spartacus](#), qui regroupe des précaires de RFI et des correspondants de la presse francophone, est parue la veille dans *Libération*. Autres dossiers en attente : la clause de revoyure de l'accord de novembre 2017, à propos des indemnités transports et de la lisibilité du bulletin de paie des pigistes postés ; des rattrapages de salaire pour les rédacteurs à la pige.

Droit de recueil (suite)

Une rédactrice qui avait saisi les syndicats sur cette question a obtenu de publier un recueil de ses articles sans ponction de ses droits d'auteur par la SEM.

En ligne

Sur le site Paris-luttes.info, un texte intéressant sur [les précaires et le droit de grève](#), utile à connaître quand on est pigiste, CDD, ou autre salarié-e intermittent-e.



La **CNT** du *Monde* en 457 signes

La section CNT du *Monde* est affiliée au Syndicat interprofessionnel de la presse, des médias, de la culture et du spectacle ([SIPMCS](#)), lui-même syndicat adhérent de la Confédération nationale du travail (CNT).

La CNT du *Monde* fait partie de l'intersyndicale avec le SNJ-CGT et le SNJ.

Pour en savoir plus sur notre section syndicale ou sur la CNT, n'hésitez pas à contacter un-e militant-e que vous connaissez ou l'un de nos élus.

Pour gazouiller : [@SIPMCS_CNT](#).

Vous trouverez la **version papier**
de cette lettre ici et là, à Biopark ou à Blanqui.
Un collector à ne pas manquer !

Faites circuler cette lettre d'info sur les listes des services pour vos collègues pigistes, CDD, autoentrepreneurs et autres « prestataires », qui n'ont pas accès aux listes de diffusion globales, ainsi que dans les autres titres du groupe si vous en avez l'occasion.

Pour nous joindre : syndicatcnt@lemonde.fr.